



AMBASSADE DE SUISSE
EN YOUGOSLAVIE

BELGRADE, le 28 mars 1991

Birćaninova 27
Case postale 817
Tél.: 646 899

Réf.: 380.0 - IND/GZ

RP 11/1991

Confidentiel

D F A E
Secrétariat politique
B e r n e

Copies à: DFAE - Secrétariat du Secrétaire d'Etat
- Division politique I
- Division politique III (CSCE)
- DDIP (M. J.-D. Vigny)
OFAEE - Secrétariat du Secrétaire d'Etat
- Ambassadeur S. Arioli
- Service pays d'Europe du Sud-Est
DMF - G R S
- Ambassade de Suisse, Vienne, à
l'attention du Colonel Ch. Ott

Une visite en Slovénie

Ljubljana, capitale de la République de Slovénie, qui après le Monténégro est la plus petite des républiques yougoslaves, ressemble à s'y méprendre à une petite ville de province autrichienne. Certes, elle est d'appartenance moins prospère et plus délabrée par manque d'argent, mais un rien pourrait l'embellir considérablement. Dans son agencement, dans son organisation, dans la discipline de ses habitants, elle ne diffère probablement guère d'une ville de la Carinthie voisine. Rien d'étonnant à cela, puisque la Slovénie a appartenu autrefois à la monarchie autrichienne.

Dans les conversations que j'ai eues avec les dirigeants politiques (le président M. Kucan, le premier ministre L. Peterle, le ministre des affaires étrangères D. Rupel, le président de l'Assemblée parlementaire F. Bucar) avec des personnalités politiques (le membre slovène de la Présidence fédérale Drnovsek, présent au dernier Forum de Davos, le président de la coalition Demos actuellement au pouvoir J. Pucnik, le chef du cabinet fantôme F.M. Pintar) universitaires et ecclésiastiques (le métropolitain A. Sustar, ami du Conseiller fédéral K. Furgler), les hommes qui ont accédé au pouvoir par la voie d'élections parlementaires multipartites sont fiers d'affirmer que leur république est la plus

occidentale de toutes les républiques yougoslaves dans son esprit, dans ses institutions et dans ses traditions de toutes les républiques yougoslaves. Même à l'époque du communisme il souffrait en Slovénie un vent plus libéral qu'ailleurs. C'est elle qui la première a introduit la démocratie et le multipartisme. C'est en Slovénie qu'ont eu lieu les premières élections parlementaires qui ont marqué la fin du communisme. Enfin, ce sont ses dirigeants qui entendent faire progresser l'économie de marché.

L'on sait que l'écrasante majorité des Slovènes ont voté en faveur de l'indépendance lors du plébiscite du 23 décembre 1990. Ce scrutin, me dit-on, a créé une double surprise. Aucun parti n'osé en recommander le rejet. L'on croyait et l'on espérait même secrètement que l'électorat s'abstiendrait de voter. Peu nombreux étaient ceux qui imaginaient un résultat positif. C'est donc contre toute attente que non seulement plus de 90 % des électeurs se sont rendus aux urnes, mais que 88 % des votants se sont prononcés en faveur de l'indépendance. Depuis lors, pas un seul parti n'ose publiquement mettre en question le principe de sécession, ni la hâte avec laquelle celle-ci est préparée. Les politiciens sont en quelque sorte prisonniers de ce scrutin, même si de nombreuses voix hors des partis déconseillent la sécession. Un de mes interlocuteurs prétend que la Slovénie, séparée de la Yougoslavie tomberait inévitablement dans la dépendance de l'Autriche. Les démons irrédentistes en Autriche et en Italie pourraient s'éveiller pour essayer de dépecer une proie qui leur paraîtrait facile. De plus, selon les conclusions d'un séminaire d'industriels et d'hommes d'affaires slovènes choisis par le gouvernement slovène, la Slovénie serait trop petite pour renoncer entièrement au marché yougoslave. La Slovénie, pour des raisons autant politiques qu'économiques, serait mieux protégée dans une Yougoslavie transformée en une communauté de républiques souveraines. La patience, un minimum de tolérance et de bonne volonté permettraient de trouver des solutions.

Les indépendantistes, en revanche, les principaux dirigeants de la république à leur tête, ne cachent pas leur septicisme. La cohabitation de nations aussi diverses que les Slovènes, les Croates, les Serbes, les Musulmans, les Albanais et les Macédoniens n'a jamais fonctionné sauf lorsqu'elle a été imposée par le parti communiste et par la personnalité du Maréchal Tito. La disparition de l'un et de l'autre a révélé au grand jour le côté artificiel de cette cohabitation. L'obstacle à toute forme d'entente vient de la Serbie. Les Serbes ont été et demeurent aujourd'hui encore hégémonistes. L'on me cite des exemples de l'arrogance et de l'intolérance serbes. Les incidents les plus récents (troubles dans les régions à majorité serbe de la Croatie, pillage financier, la comédie de la démission du président B. Jovic) l'opposition qui s'est manifestée en Serbie même ont montré qu'ils ne pouvaient plus dicter le cours des événements. Ils seraient en train de changer de tactique. Ils ne s'opposeraient plus à un système confédéral plus lâche, ils accepteraient même le principe de la dissociation prônée par la Croatie et la Slovénie. Le prix de ces "concessions" serait la création d'une grande Serbie réunissant dans un même état la nation serbe entière com-

prenant aussi les minorités serbes de la Croatie et de la Bosnie-Herzégovine.

Le fait que les discussions inter-républiques se poursuivent dorénavant au niveau des présidents des républiques en lieu et place de la présidence fédérale est un signe positif, reconnaît-on à Ljubljana. Une première réunion doit avoir lieu aujourd'hui à Split à l'invitation du président croate F. Tudjman. Elle a pour objectif de faire le point sur l'avenir de la Yougoslavie. D'autres rencontres auront lieu à tour de rôle dans les différentes républiques. L'entretien d'il y a deux jours entre les présidents croate Tudjman et serbe Sl. Milosevic qui auraient proposé un délai de deux mois au plus pour la solution de la grave crise yougoslave au cours de laquelle la Serbie et les militaires n'ont cessé de souffler alternativement le chaud et le froid, est également de bonne augure. Il est normal que la tâche de régler les relations inter-républicaines revienne aux représentants élus des républiques. Malheureusement, les Slovènes ne croient pas à des résultats rapides. Or, le temps travaille contre la Slovénie. Celle-ci n'a le choix actuellement qu'entre deux maux - demeurer dans l'insécurité de la Yougoslavie en attendant des jours meilleurs ou prendre le risque de se constituer en un Etat indépendant. La dégradation accélérée de la situation économique exige des décisions sans tarder et détermine le choix en faveur de l'indépendance.

Il a été beaucoup question d'une intervention militaire ces derniers temps. Les Slovènes n'y croient plus trop. Ils ne l'excluent cependant pas totalement, car certains nostalgiques chercheront encore à créer des situations qui à leurs yeux pourraient justifier une telle intervention (au Kosovo, en Bosnie où il y a une forte population serbe). En outre, la décision slovène de retirer les recrues slovènes de l'armée fédérale, de réduire la part de la Slovénie au budget de celle-ci mécontentera les milieux militaires. La déclaration récente du haut-commandement affirmant que l'armée ne voulait pas interférer dans les discussions politiques contient une clause qui n'a pas été publiée. Le commandement y dit, selon un de mes interlocuteurs, qu'il lui appartient à lui seul de décider du degré de préparation et d'intervention en cas de conflit interne. Après le refus de la présidence fédérale de faire appel à l'armée au lendemain des émeutes de Belgrade, cette clause constitue un acte d'insubordination. Les militaires seraient pourtant divisés sur l'attitude à adopter dans le contexte actuel. La composition multi-ethnique de l'armée compliquerait la tâche. Certaines personnes craignent néanmoins ce qu'elles appellent un coup d'état "doux", mais cela paraît de moins en moins vraisemblable.

Le pouvoir exécutif fédéral est sérieusement critiqué à Ljubljana. Contrairement à la réputation dont le président du conseil exécutif fédéral, Ante Markovic, jouit à l'étranger, sa politique n'a contribué qu'à faire empirer la situation économique. En voulant casser l'inflation, il a ouvert toutes grandes les frontières aux produits étrangers, fixé un taux de change irréaliste pour la devise yougoslave. Ces mesures ont eu un effet

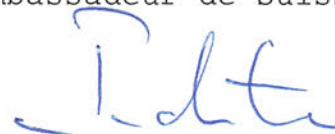
immédiat, c'est vrai. Le taux d'inflation s'est ralenti, les réserves en devises se sont consolidées dans un premier temps. La popularité de Markovic est montée en flèche. L'industrie yougoslave, cependant, a été frappée de plein fouet par la concurrence étrangère et n'a pas supporté le coup. La production a baissé et poursuit sa chute. L'inflation a repris. A l'approche des élections parlementaires, la Serbie s'est servie dans les caisses publiques pour financer la campagne électorale du parti socialiste serbe (ex-communiste). Des barrières aux échanges ont été artificiellement élevées à l'intérieur de la Yougoslavie. Au lieu de restreindre les dépenses publiques, Markovic propose maintenant d'augmenter le budget fédéral bien au-delà de ce que justifiait le taux d'inflation; il recommande d'accroître les dépenses pour l'armée de manière inconsidérée au lieu de les limiter. Enfin, loin d'assainir l'industrie et de restructurer le système bancaire, il encourage les prêts sans conditions à des entreprises non viables, garantit les dettes des banques par des fonds fédéraux en octroyant par dessus le marché à ces institutions un taux d'intérêt de 7 % et n'imposant aucune mesure de restructuration. Ante Markovic a mené l'économie yougoslavie à la ruine, dit-on à Ljubljana. Pire encore, il a des visées politiques se prévalant de la réputation et de la confiance dont il jouit à tort à l'étranger.

Que va-t-il se passer dans les mois cruciaux à venir si tant est que l'on puisse faire des pronostics? La réponse en effet est difficile. De nouvelles crises sont possibles, voire probables, concède-t-on à Ljubljana. Selon un éminent professeur de sciences politiques, les journées les plus critiques se situeraient aux alentours du 15 mai, date du changement à la présidence fédérale et de la dissolution de l'assemblée fédérale. Il n'y aura pas d'élections fédérales, la plupart des républiques n'en voulant pas. Le gouvernement fédéral, privé de légitimité, serait contraint de démissionner. Les présidents des républiques et la présidence fédérale s'entendraient pour former un gouvernement provisoire chargé de liquider les affaires courantes. Comme le ministre de la défense partirait avec tout l'exécutif, le commandement pourrait être remanié. Le noyau des durs et des interventionnistes serait disloqué rendant plus compliqué l'organisation d'un coup d'état. Pour éviter ce scénario et empêcher la désintégration totale du pouvoir fédéral, les militaires seraient séduits par l'idée d'une tentative de la dernière chance.

Outre la volonté de redresser l'économie slovène, le refus de financer un appareil fédéral enflé, de verser de l'argent dans un puits sans fond pour soutenir les régions arriérées en Serbie (lire le Kosovo) et au Monténégro, c'est la situation politique dans la province du Kosovo où les droits de l'homme ne sont pas respectés qui pousse les Slovènes à accélérer le processus d'indépendance. Ils craignent que la question du Kosovo ferme pour longtemps encore la porte de l'Europe occidentale à la Yougoslavie. Les Slovènes ne veulent pas continuer à pâtir de l'entêtement serbe. L'on compte sur une plus grande compréhension que jusqu'à maintenant de la part de l'Europe occidentale par les positions slovènes. Surtout les Slovènes souhaitent que les démo-

craties occidentales insistent sans discontinuer sur la nécessité de résoudre les problèmes de la Yougoslavie par la voie démocratique et pacifique.

L'Ambassadeur de Suisse



(Indermühle)